

Robert Décout

**Chronique d'une élection
bouleversante**

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

© L'Harmattan, 2002
ISBN : 2-7475-3389-1

Journaliste depuis 1944, rédacteur en chef de « *La Voix du Nord* » de 1953 à 1980, j'ai eu maintes occasions de suivre des campagnes électorales. Depuis que le Général de Gaulle, en 1962, a pris la décision de faire un référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel, cette élection est devenue la plus importante. Celle de 2002 aura tranché avec les précédentes, par le nombre de candidats, par le nombre des abstentions, par l'indécision des électeurs et des « sondeurs ».

Cependant, jusqu'au dernier jour, jusqu'à la proclamation des résultats, le soir du 21 avril, elle n'aura pas comporté de grandes surprises. L'opinion aura été surtout marquée par quelques événements extérieurs à la campagne elle-même. Je pense, en particulier, à la tuerie de Nanterre, qui aura fourni l'occasion dramatique de traiter, une fois de plus, de l'insécurité, thème central de la campagne.

Si je qualifie cette élection de « *bouleversante* », c'est dans les deux sens du mot. D'abord, l'intense émotion qu'a provoquée, dans l'opinion publique et dans les milieux politiques, la victoire de Le Pen, arrivé deuxième derrière Chirac. Ensuite, le changement brutal que ce choc a opéré dans les esprits et dans les comportements.

Renversement incroyable ! Pour faire barrage à l'extrême droite, les communistes, les socialistes et d'autres, adversaires impitoyables de Chirac, ont demandé instamment à leurs électeurs de voter pour lui, avec cette consigne unique : « *Il faut que Le Pen ait le moins de voix possible !* »

Il n'est pas d'autre règle, quand la République se trouve menacée, que le rassemblement des Républicains.

Chirac ayant été élu par 82,21 % des voix, les Républicains ont gagné. Après la parenthèse de leur unanimité contre l'extrême droite, le débat démocratique se poursuit dans la pluralité, face à l'immensité des problèmes que doit affronter la société française.

Chirac candidat

C'est parti ! Dans la « *Cité des papes* », ce lundi 11 février, Jacques Chirac vient d'annoncer sa candidature. Le secret avait été bien gardé, mais la rumeur se faisait si insistante qu'il n'y a pas eu véritable surprise.

Précision historique : il était 12 h 42. C'était à l'occasion d'une table ronde avec des chefs d'entreprise. À cet instant-là, le Président de la République a répondu spontanément - mais on imagine qu'il s'agissait d'un scénario bien réglé - à la question du maire d'Avignon Marie-Josée Roig, choisie sans doute pour avoir été réélue, il y a un an, face à Élisabeth Guigou. La phrase tant attendue était prononcée : « *Oui, je suis candidat* ».

Jacques Chirac venait de prendre de vitesse son principal concurrent, Lionel Jospin. C'est du moins ce que retinrent d'abord les commentateurs dont les plus impatients se préoccupaient de savoir quel serait son programme. Selon un sondage, 67 % des Français auraient exprimé le souhait que le projet Chirac 2002 soit « *différent* » de celui de 1995. Mais comment croire qu'ils s'en souvenaient ? Ce qu'ils avaient retenu surtout, tellement elle avait été rabâchée, c'est l'expression : « *fracture sociale* ».

En l'employant, en lançant sa campagne précédente, il y a 7 ans, Jacques Chirac entendait surtout marquer sa volonté de réduire les inégalités. Tel est le pouvoir d'un mot, de deux mots !

L'expression avait valu à Jacques Chirac de se voir situé « à gauche ». Elle a servi à l'opposition pour l'accuser d'avoir trahi ses engagements.

Certes, la fracture sociale est toujours là. Il y a encore beaucoup de pauvres, beaucoup d'exclus dans notre pays. Quatre millions dit-on, mais ce nombre devrait être sérieusement analysé ! Peut-on affirmer que le Président de la République est le principal responsable de cette situation ? Avec Alain Juppé, comme Premier ministre, il n'a gouverné en fait que deux ans, ayant eu le tort, ayant commis l'erreur de provoquer la dissolution. Comment ne pas rappeler qu'aux termes de la Constitution, c'est le gouvernement qui conduit la politique de la nation ? En l'occurrence, il est évident que, depuis 5 ans, ce qui a été fait de bien - et de mal - dans la direction du pays doit revenir, en toute objectivité, au premier chef, à Lionel Jospin.

Au moment où s'ouvre réellement - sinon officiellement - la campagne pour l'élection présidentielle, la question se pose : le Premier ministre a-t-il réussi là où il prétend que son principal concurrent dans la course à l'Élysée a échoué ?

Ce sera l'une des grandes questions des semaines à venir et l'une des composantes essentielles de la réponse du peuple souverain.

Dès son arrivée, Lionel Jospin a bénéficié de la chance d'une croissance exceptionnelle. Mais la croissance ne dépend pas seulement de la politique intérieure.

De plus en plus, à la faveur, si l'on peut dire, de la mondialisation, elle est liée à la situation internationale. Faisant cette constatation, à l'heure où la croissance s'est considérablement ralentie, les adversaires du Premier ministre lui reprochent d'avoir gaspillé les fruits de l'expansion et de n'avoir pas su profiter de celle-ci pour faire les réformes nécessaires. Ainsi la polémique sur la fracture sociale rebondit avec la compétition électorale.

Le soir même de sa candidature, Jacques Chirac était interrogé par Patrick Poivre d'Arvor sur les « affaires ». Il était préparé à la question et il n'a pas paru embarrassé. « *Il s'agit des pratiques qui ont eu lieu, il y a une quinzaine d'années, et qui conduisaient les partis politiques n'ayant pas de ressources officielles à rechercher des moyens qu'ils ne considéraient pas à l'époque comme immoraux mais qui, aujourd'hui, et à juste titre, sont considérés comme condamnables... C'est tous les partis sans exception qui vivaient de cette manière. Il n'y a pas d'un côté, chez les hommes politiques français, les corrompus et, de l'autre, les vertueux...* »

J'ai été le premier, comme Premier ministre, à faire passer une loi sur le financement des partis politiques. À partir de là, les choses ont été régulières et normales... »

Planait cependant l'ombre de Didier Schuller, mêlé à des problèmes de financement du RPR et des marchés publics d'Ile-de-France et qui, « *en cavale* » depuis 1995, accuse à son retour les « *Chiraquiens* » de l'avoir exilé.

Jacques Chirac a affirmé qu'il ne connaissait pas personnellement ce personnage, même s'il lui est arrivé de le rencontrer par hasard. La publication par « *Le Monde* » d'une photo où on les voit tous les deux devait rendre suspecte cette déclaration.

Pour sa part, Jean-Marie Le Pen n'hésitait pas à élever le Président de la République au rang de « *prince du mensonge* », pour avoir nié avoir eu des conversations « *secrètes* » avec lui, lors de l'élection présidentielle de 1988.

On éprouvait l'impression que la campagne risquait de « *viser bas* ». Alain Juppé n'avait-il pas dénoncé « *la campagne ordurière* » menée, selon lui, par les socialistes, à propos des affaires, allant jusqu'à les accuser de « *remuer la merde* ». Ce qui avait d'autant plus frappé que ce langage ne lui est guère familier.

Jacques Chirac, depuis des mois, était soumis à une pression constante pour que, « *citoyen comme les autres* », il aille se présenter devant les juges. Au point que, lorsque, évoquant l'insécurité grandissante, il prônera « *l'impunité zéro* » pour les délinquants, on lui conseillera de donner l'exemple.

Le Président a ouvert sa campagne publique par sa traditionnelle visite au Salon de l'agriculture où tous les candidats devaient se succéder. Il y passera près de cinq heures et demie - record battu ! - s'offrant des bains de foule comme à l'accoutumée et obtenant toujours le même succès.

Même si les familles d'agriculteurs ne représentent plus que 3,5 % de la population française, leur sphère d'influence dépasse très largement ce nombre. Un bon candidat ne doit pas oublier les catégories professionnelles. Les médecins, eux aussi, sont très influents. C'est pourquoi Jacques Chirac leur a réservé son premier discours public, en intervenant devant les 23èmes assises du Centre national des professions de santé. C'est qu'en ce domaine aussi, on lui avait reproché de n'avoir pas tenu sa promesse. Après avoir rejeté l'idée de plafonner les dépenses de santé, il avait ratifié les ordonnances Juppé d'avril 1996, rejetées par la majorité des médecins libéraux.

Après avoir fait amende honorable, il a vivement critiqué le gouvernement en martelant : « *Aujourd'hui, la valeur des actes n'est en adéquation ni avec le niveau de formation des professionnels de santé, ni avec l'augmentation des charges des cabinets... Quant aux 35 heures, ils ajoutent encore aux difficultés* ».

S'adressant aux catégories professionnelles, Jacques Chirac s'adresse, en même temps, à l'ensemble des Français, puisqu'il s'agit de problèmes qui les préoccupent. D'ailleurs, dès sa première intervention télévisée, il n'a pas manqué de proclamer sa passion pour la France et son amour pour les Français. L'opinion publique n'est pas insensible à la ferveur des sentiments.